



الخزينة العامة للمملكة  
TRÉSORERIE GÉNÉRALE DU ROYAUME

# PRESS BOOK



**Bulletin mensuel**  
**Statistiques des Finances Publiques**  
**à fin Mars 2018**

**MAI 2018**

# SOMMAIRE

## **Aujourd'hui Le Maroc du 21 Avril 2018** (p.2)

- Au moment où il se situait de 11.2 MMDH au 1<sup>er</sup> trimestre 2016 : Le déficit budgétaire atteint les 4.4 milliards de dirhams à fin mars.

## **Le Matin Eco du 21 Avril 2018** (p.21)

- Finances publiques : Le déficit du Trésor s'est allégé de 7 milliards de DH à fin mars.

## **L'opinion du 23 avril 2018** (p.1-4)

- Finances publiques : Les dépenses d'investissement baissent à 12.4 milliards de dirhams.

## **Al Bayane du 24 avril 2018** (p.6)

- TGR : Déficit budgétaire de plus de 6 MMDH à fin mars 2018.

## **Les inspirations Eco du 24 avril 2018** (p.2)

- TGR : Le déficit budgétaire dépasse les 6 MMDH à fin mars 2018.

## **L'Opinion du 24 avril 2018** (p.1)

- Déficit budgétaire à fin mars : 6 milliards de Dhs.

## **L'Opinion du 16 mai 2018** (p.7)

- Recettes fiscales : Les impôts indirects en progression.

## **www.medias24.com du 11 mai 2018**

- Baisse des recettes de l'IS : La bonne lecture des chiffres.



## **الاتحاد الاشتراكي في 24 أبريل 2018** (ص.1-4)

- خزينة الدولة ضخت 57 مليار درهم من الضرائب في 3 أشهر : منسوب الدين الداخلي للبلاد يناهز 507 مليار درهم.

## **الأخبار في 9 ماي 2018** (ص.2)

- نور الدين بن سوادة.

## **الأخبار في 9 ماي 2018** (ص.5)

- محمد بوسعيد وزير الاقتصاد و المالية.

# ARTICLES

Au moment où il se situait autour de 11,2 MMDH au 1er trimestre 2016

## Le déficit budgétaire atteint les 4,4 milliards de dirhams à fin mars

Le déficit budgétaire se résorbe au premier trimestre de l'année. Il est évalué à 4,4 milliards de dirhams à fin mars 2017 contre 11,2 milliards de dirhams à la même période de l'année précédente. L'écart est calculé sur la base des recettes encaissées et des dépenses émises. Selon les dernières statistiques des finances publiques dévoilées par la Trésorerie générale du Royaume (TGR), les recettes ordinaires ont connu une hausse de 9% s'établissant à fin mars autour de 59 milliards de dirhams contre 54,1 milliards de dirhams une année auparavant. Cette progression provient de la hausse de 3,6% des recettes douanières, de 11,9% de la fiscalité domestique ainsi que de



la baisse de 7,5% de la Taxe intérieure de consommation (TIC) sur les tabacs manufacturés. Le troisième mois de l'année a été par ailleurs marqué par la progression de 13,3% de la TVA à l'intérieur. Elle s'est ainsi consolidée de 625 millions de dirhams. Notons qu'à fin mars 2016 la TVA à l'intérieur avait enregistré une baisse de 12,4% par rapport à son niveau à fin mars 2015 perdant ainsi 668 millions de dirhams de sa valeur. «Les recettes de la TVA à l'intérieur tiennent compte de remboursements pour un montant de 1,693 milliard de dirhams à fin mars 2017 contre 2,1 milliards de dirhams à fin mars 2016», explique la TGR. Les recettes non fiscales se sont appréciées de 15,9%. La TGR explique

cette progression par la hausse des recettes de monopoles étant passées de 142 millions de dirhams à 743 millions de dirhams à fin mars 2017. Les versements par les comptes spéciaux du Trésor (CST) au profit du budget général ont également connu une nette croissance. Ils se sont hissés à 620 millions de dirhams contre 300 millions de dirhams. Par ailleurs, les dépenses ont affiché une hausse de 1,2%. Cette amélioration résulte de l'augmentation de 86,8% des émissions de la compensation et de 0,1% des dépenses de biens et services. Les dépenses d'investissement émises ont grimpé de 3,7%, passant de 20,3 milliards DH à fin mars 2016 à 21,1 milliard DH à fin mars 2017.

## Finances publiques

### Le déficit du Trésor s'est allégé de 7 milliards de DH à fin mars



Le déficit du Trésor a été ramené à 4,4 milliards de DH au terme des trois premiers mois de l'année, compte tenu d'un solde positif de 11,4 milliards dégagé par les comptes spéciaux du Trésor (CST) et les services de l'État gérés de manière autonome (SEGMA), contre un déficit du Trésor de 11,2 milliards à fin mars 2016. Le solde ordinaire du Trésor s'est également amélioré, passant de 1 milliard à fin mars 2016 à 5,3 milliards un an plus tard.

Finances publiques

## Les dépenses d'investissement baissent à 12,4 milliards de dirhams

Le déficit budgétaire se creuse  
à 10,1 milliards de dirhams

1,3 milliard de dirhams versés  
à la Caisse Marocaine des Retraites

À fin février 2018, le déficit budgétaire s'est établi à 10,1 milliards de dirhams contre 9,7 milliards l'année précédente. D'après la DEPF (Direction des Etudes et de la Prévision Financière), cette évolution recouvre une progression des recettes ordinaires de 2,6 milliards de dirhams (+8,6%) et un accroissement des dépenses globales de 2,9 milliards de dirhams (+7,5%).

La hausse des recettes ordinaires, situées à 32,2 milliards de dirhams, est attribuable à la hausse des recettes fiscales, ainsi que de celles non fiscales. Les recettes fiscales se sont raffermies de 7,1% pour s'élever à 30,8 milliards de dirhams. Cette hausse, poursuit la DEPF dans un récent numéro de son bulletin « Conjoncture »,



a concerné les quatre rubriques de ces recettes, particulièrement les recettes des impôts indirects qui se sont accrues de 7% pour se situer à 14,6 milliards de dirhams, contribuant ainsi à hauteur de 46,8% à la hausse des recettes fiscales. Cette évolution a résulté de l'augmentation des recettes de la TVA ainsi que de celles des TIC.

Les recettes de la TVA se sont accrues de 6,5% pour s'établir à 10,4 milliards de dirhams, recouvrant une hausse des recettes de la TVA à l'importation de 12,8% à 6 milliards de dirhams, et le repli de celles de la TVA intérieure de 1,1% à 4,4 milliards de dirhams.

A. CHANNAJE

» Page 4

## Finances publiques

## Les dépenses d'investissement baissent à 12,4 milliards de dirhams

Le déficit budgétaire se creuse à 10,1 milliards de dirhams

1,3 milliard de dirhams versés à la Caisse Marocaine des Retraites

» De leur côté, les recettes des TIC se sont appréciées de 8,5% pour atteindre 4,2 milliards de dirhams, consécutivement à la hausse des recettes des TIC sur les produits énergétiques de 8,2% à 2,3 milliards de dirhams et de celles des TIC sur les tabacs manufacturés de 9,3% à 1,6 milliard de dirhams. Pour ce qui est des recettes des impôts directs, elles ont augmenté par rapport à fin février 2017 de 3,4% pour s'établir à 9,8 milliards de dirhams. Cette évolution a résulté, particulièrement, de l'effet conjoint du léger repli des recettes de l'IS de 0,2% pour se situer à 2,1 milliards de dirhams, et de la hausse des recettes de l'IR de 4,2% pour s'établir à 7,5 milliards de dirhams. L'évolution de ces dernières recouvre, notamment, l'augmentation des recettes de l'IR prélevé par la Direction des Dépenses de Personnel (DDP) de 1,1% à 1,3 milliard de dirhams et le recul de celles de l'IR sur les profits immobiliers de 10,8% à 579 millions de dirhams.

Les recettes des droits de douane ont augmenté de 31,4% pour se situer à 1,7 milliard de dirhams. De même, les recettes relatives aux droits d'enregistrement et du timbre se sont appréciées de 8,5% pour atteindre 4,7 milliards de dirhams.

Les recettes non fiscales ont augmenté, en glissement annuel, de 15% pour atteindre plus d'un milliard de dirhams à fin février 2018. Cette évolution est attribuable, notamment, à la hausse



des recettes de monopoles de 12,5% à 81 millions de dirhams, de la redevance gazoduc de 66,3% à 348 millions et des recettes en atténuation des dépenses de la dette de 141% à 147 millions. En revanche, les recettes au titre des dons reçus des pays du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) ont reculé de 31% à 147 millions de dirhams.

1,3 milliard de dirhams transférés à la CMR

Pour leur part, les dépenses globales ont augmenté de 7,5% pour atteindre 42,3 milliards de dirhams. Cette évolution recouvre la hausse des dépenses ordinaires, et la baisse des dépenses d'investissement et du solde des CST (Comptes spéciaux de Trésor).

Les dépenses ordinaires ont augmenté de 5,5% pour atteindre 39,2 milliards

de dirhams. Cette évolution s'explique, essentiellement, par la hausse des dépenses des biens et services de 8,8% pour atteindre 31,7 milliards de dirhams. Cette augmentation a concerné les dépenses de personnel ainsi que celles des autres biens et services.

Les dépenses de personnel se sont accrues de 2,8% pour se situer à 18,6 milliards de dirhams, représentant ainsi 47,5% des dépenses ordinaires après 48,8% l'année dernière.

De leur côté, les dépenses des autres biens et services se sont appréciées de 18,7% pour atteindre 13,1 milliards de dirhams. Ces dépenses tiennent compte des transferts au profit de la Caisse Marocaine des Retraites (1,3 milliard de dirhams après 927 millions de dirhams), aux divers établissements et entreprises

publics (4,8 milliards de dirhams après 4 milliards) et aux comptes spéciaux du Trésor (431 millions de dirhams après 713 millions).

En revanche, les charges en intérêts de la dette ont reculé de 6% atteignant 4,7 milliards de dirhams, sous l'effet conjoint de la baisse de celles de la dette intérieure de 7,7% à 4,3 milliards de dirhams et de la hausse de celles de la dette extérieure de 18% à 410 millions de dirhams.

Quant aux charges de compensation, elles se sont repliées, en glissement annuel, de 8,1% pour se chiffrer à 2,7 milliards de dirhams, soit 6,9% des dépenses ordinaires contre 8% à fin février 2017.

Au total, l'évolution des recettes et des dépenses ordinaires à fin février 2018 a dégagé un solde ordinaire négatif de 6,9 milliards de dirhams contre 7,5 milliards à fin février 2017.

Concernant les dépenses d'investissement, elles ont reculé de 3% pour s'établir à 12,4 milliards de dirhams à fin février 2018.

Tenant compte d'un solde excédentaire des comptes spéciaux du Trésor de 9,3 milliards de dirhams, poursuit la DEPF, le déficit budgétaire s'est chiffré à fin février 2018 à 10,1 milliards de dirhams après un déficit de 9,7 milliards de dirhams un an auparavant, soit une hausse de 4%.

A. CHANNAJE

# TGR : Déficit budgétaire de plus de 6 MMDH à fin mars 2018



La situation des charges et ressources du Trésor dégage un déficit budgétaire de 6,3 milliards de dirhams (MMDH) à fin mars 2018, contre 5,5 MMDH un an auparavant, selon la Trésorerie Générale du Royaume (TGR), relevant du ministère de l'Économie et des finances.

Dans son bulletin mensuel de statistiques des finances publiques de mars 2018, la TGR indique que les recettes ordinaires ont diminué de 2,6% à 59,2 MMDH au titre des trois premiers mois de cette année, tandis que les dépenses émises au titre du budget général ont accusé une baisse de 9,7% à 79,7 MMDH. Le recul des recettes ordinaires est en effet, attribuable à la baisse des impôts directs de 10,2% et des recettes non fiscales de 27,8%, conjuguée à la hausse des droits de douane de 22,7%, des impôts indirects de 5,6% et des droits d'enregistrement et de timbre de 6,8%, précise le bulletin.

Quant aux dépenses émises au titre du budget général, leur repli s'explique par la diminution de 36,2% des charges de la dette budgétisée, de 11,5% des dépenses d'investissement et la hausse de 0,6% des dépenses de fonctionnement, relève la TGR.

La chute des charges de la dette budgétisée, poursuit la même source, s'explique par la baisse de 50,6% des remboursements du principal (5,4 MMDH contre 11 MMDH) et de 12,4% des intérêts de la dette (5,8 MMDH contre 6,6 MMDH).

A fin mars 2018, les engagements de dépenses, y compris celles non soumises au visa préalable d'engagement, se sont élevés à 147,1 MMDH, représentant un taux global d'engagement de 34%, soit le même niveau à fin mars 2017, fait savoir la TGR, notant que le taux d'émission sur engagements a été de 67%, soit le même niveau un an auparavant.

Pour ce qui est des recettes des comptes spéciaux du Trésor (CST), elles ont atteint 26,8 MMDH, indique la même source, ajoutant que ces recettes tiennent compte des transferts reçus des charges communes du budget général d'investissement pour 9,6 MMDH et de la rentrée de 147 MDH au titre des dons des pays du Golfe.

S'agissant des dépenses des CST, elles ont été de 18,2 MMDH et intègrent la part imputée aux CST au titre des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux pour 577 MDH, souligne la TGR, précisant que le solde de l'ensemble des CST s'est élevé à 8,5 MMDH.

Les recettes des services de l'Etat gérés de manière autonome (SEGMA) se sont chiffrées à 371 MDH contre 505 MDH à fin mars 2017, en baisse de 26,5%, fait remarquer le bulletin, notant qu'à fin mars 2018, les dépenses émises ont été de 130 MDH contre 214 MDH un an auparavant, en diminution de 39,3%.



**TGR**

## **Le déficit budgétaire dépasse les 6 MMDH à fin mars 2018**

Dans son bulletin mensuel de statistiques des finances publiques de mars 2018, la TGR indique que les recettes ordinaires ont diminué de 2,6% à 59,2 MMDH au cours du premier trimestre 2018 (impactées par la baisse des impôts directs et des recettes non fiscales combinée à la hausse des droits de douane, des impôts indirects et des droits d'enregistrement et de timbre), tandis que les dépenses émises ont enregistré une baisse de 9,7% à 79,7 MMDH (à travers la baisse des charges de la dette budgétisée et des dépenses d'investissement conjuguée à la hausse des dépenses de fonctionnement). Le Trésor dégage ainsi un déficit budgétaire de 6,3 MMDH à fin mars 2018, contre 5,5 MMDH un an auparavant. Par ailleurs, la diminution de 36,2% des charges de la dette budgétisée s'explique par la baisse de 50,6% des remboursements du principal (5,4 MMDH contre 11 MMDH) et de 12,4% des intérêts de la dette (5,8 MMDH contre 6,6 MMDH).

## Déficit budgétaire à fin mars

### 6 milliards de Dhs

**L**a situation des charges et ressources du Trésor dégage un déficit budgétaire de 6,3 milliards de dirhams (MMDH) à fin mars 2018, contre 5,5 MMDH un an auparavant, selon la Trésorerie Générale du Royaume (TGR), relevant du ministère de l'Economie et des finances.

Dans son bulletin mensuel de statistiques des finances publiques de mars 2018, la TGR indique que les recettes ordinaires ont diminué de 2,6% à 59,2 MMDH au titre des trois premiers mois de cette année, tandis que les dépenses émises au titre du budget général ont accusé une baisse de 9,7% à 79,7 MMDH.

Le recul des recettes ordinaires est en effet, attribuable à la baisse des impôts directs de 10,2% et des recettes non fiscales de 27,8%, conjuguée à la hausse des droits de douane de 22,7%, des impôts indirects de 5,6% et des droits d'enregistrement et de timbre de 6,8%, précise le bulletin. Quant aux dépenses émises au titre du budget général, leur repli s'explique par la diminution de 36,2% des charges de la dette budgétisée, de 11,5% des dépenses d'investissement et la hausse de 0,6% des dépenses de fonctionnement, relève la TGR. La chute des charges de la dette budgétisée, poursuit la même source, s'explique par la baisse de 50,6% des remboursements du principal (5,4 MMDH contre 11 MMDH) et de 12,4% des intérêts de la dette (5,8 MMDH contre 6,6 MMDH).

A fin mars 2018, les engagements de dépenses, y compris celles non soumises au visa préalable d'engagement, se sont élevés à 147,1 MMDH, représentant un taux global d'engagement de 34%, soit le même niveau à fin mars 2017, fait savoir la TGR, notant que le taux d'émission sur engagements a été de 67%, soit le même niveau un an auparavant. Pour ce qui est des recettes des comptes spéciaux du Trésor (CST), elles ont atteint 26,8 MMDH, indique la même source, ajoutant que ces recettes tiennent compte des transferts reçus des charges communes du budget général d'investissement pour 9,6 MMDH et de la rentrée de 147 MDH au titre des dons des pays du Golfe. ■

# Recettes fiscales

## Les impôts indirects en progression

**E**n termes de recettes fiscales, l'exécution budgétaire au titre du premier trimestre de 2018 telle que relatée par la Banque centrale, fait ressortir un recul de 16,7% à 14,9 milliards des recettes de l'IS alors que le produit de l'IR s'est accru de 1,1% à 10,5 milliards, avec notamment une hausse de 6,9% à 2,1 milliards de l'IR sur les salaires servis par la TGR et une diminution de 2,8% à 1 milliard de l'IR sur les profits immobiliers. Parallèlement, les impôts indirects ont procuré une recette de 27,9 milliards, en progression de 5,6%. Les recettes de la TVA se sont accrues de 7,1% à 21,4 milliards.

, recouvrant une amélioration de 7,8% à 13,3 milliards de celle à l'importation et de 6% à 8,1 milliards de celle à l'intérieur. L'évolution de cette dernière tient compte du rembourse-



ment d'un montant de 1,8 milliard contre 1,7 milliard à fin mars 2017 du crédit TVA. En ce qui concerne la TIC, elle a drainé un montant de 6,5 milliards, en hausse de 1%, résultat d'une amélioration de 8,8% de la TIC sur les tabacs et d'un recul de 3,5% de celle sur les produits énergétiques. Pour leur part, les rentrées des droits de douane et ceux

d'enregistrement et de timbre se sont établies respectivement à 2,5 milliards et à 6 milliards, en hausse de 22,7% et 6,8%.

# Baisse des recettes de l'IS: La bonne lecture des chiffres



*Le recul de 17% à fin mars 2018 est dû aux acomptes de régularisation relatifs à l'exercice 2017, année pénalisée par un effet de base.*

A fin mars, les recettes fiscales ont baissé de 2,6% par rapport à la même période en 2017. La raison principale est le fort recul de l'impôt sur les sociétés dont les recettes ont chuté de 17%, à 15 milliards de DH.

Ces chiffres sont ceux de la Trésorerie générale du royaume, **établis sur la base d'une comptabilité de caisse.**

Autrement dit, sur les encaissements et décaissements indépendamment de leur période de rattachement, contrairement à l'approche «économique».

Ainsi, **la baisse des recettes de l'IS s'explique** non pas par les mauvaises réalisations de l'économie en ce début d'année, mais **par le repli des acomptes de régularisation de l'IS encaissés en mars 2018, mais qui sont en fait relatifs à l'exercice 2017.**

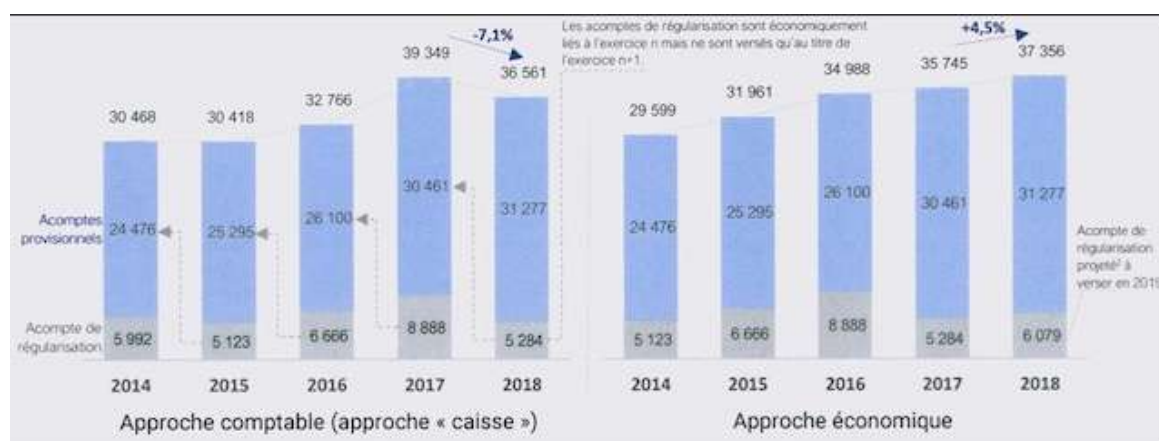
Durant l'année 2017, en effet, les entreprises ont payé les acomptes provisionnels de l'IS sur la base des résultats dégagés en 2016, année qui était favorable notamment pour le secteur financier, les sociétés pétrolières, les cimenteries, les sucriers et les sociétés de télécommunications.

A la clôture de l'exercice 2017, les résultats n'ont pas été à la hauteur en raison de l'effet de base. Et donc les acomptes de régularisation ont eu un impact négatif sur les recettes de l'IS à fin mars 2018, selon l'approche «comptable» (de caisse).

Une note de la Direction générale des impôts (DGI) qui analyse l'évolution des recettes de l'IS sur les quatre dernières années, et dont Médias24 détient copie, confirme cette lecture.

Selon l'approche comptable, les recettes de l'IS au titre de l'exercice 2017 s'élèvent à 39,3 milliards de DH. Mais selon l'approche économique, qui rattache les acomptes de régularisation à leur exercice de naissance, ces recettes s'élèvent à 35,7 milliards de DH.

Ainsi, **pour 2018, les prévisions de la DGI portent plutôt sur des recettes en hausse de 4,5% par rapport à 2017, à 37,3 milliards de DH**, selon l'approche économique. Alors qu'avec la comptabilité de caisse, il s'agira d'une baisse de 7,1%, à 36,6 milliards de DH.



## خزينة الدولة ضخمت 57 مليار درهم من الضرائب في 3 أشهر **منسوب الدين الداخلي للبلاد** **يهاز 507 مليار درهم**

دفع المغاربة خلال الشهور الثلاثة الأولى من 2017 ما يقارب 57 مليار درهم كضرائب لخزينة الدولة بزيادة نسبتها 8.7 في المئة مقارنة مع الحصيلة الجبائية لنفس الفترة من 2016، حسبما كشفت عنه آخر بيانات أصدرتها وزارة الاقتصاد والمالية. وعزت مديرية الخزينة العامة للمملكة ، ارتفاع المحصول الضريبي للشهور الثلاثة الأولى من العام الجاري إلى نمو مداخيل الضرائب المباشرة بأزيد من 14 في المئة مسجلة 28.6 مليار درهم عوض 25 مليار درهم في نفس الفترة من العام الماضي وارتفاع منسوب الضرائب غير المباشرة بواقع 6.8 في المئة ، حيث استقرت في متم شهر مارس عند حدود 20.4 مليار درهم بدل 19 مليار درهم في مارس 2016. بالمقابل تراجع مداخيل الرسوم الجمركية في متم مارس الماضي - ناقص 14 في المئة - حيث لم تتعد ملياري درهم . من جهتها، سجلت مداخيل الضريبة على الدخل ارتفاعا بمعدل 5.3 في المئة بعدما وصلت في مارس الماضي إلى 10.4 مليار درهم بدل 9.8 مليار في مارس من 2016. كما ارتفعت بدورها مداخيل الضريبة على الشركات 19.7 في المئة والتي فاقت 17.8 مليار درهم بدل 15 مليار درهم في نفس التاريخ من العام الماضي.

عماد عادل

منسوب الدين الداخلي للبلاد يناهز 507 مليار درهم

# خزينة الدولة ضخمت 57 مليار درهم من الضرائب في 3 أشهر



عماد عادل

مداخيلها بمعدل 9 في المئة بعدما استقرت في نهاية مارس 2017 عند عتبة 14 مليار درهم عوض 12.8 مليار درهم المسجلة في التاريخ نفسه من العام السابق. في المقابل بقيت مداخيل رسوم التسجيل والتمبر تقريبا في نفس مستواها المسجل قبل عام حيث بلغت 5.5 مليار درهم بزيادة معدلها 0.8 في المئة.

وقد ساهمت كل هذه الضرائب في تعزيز مداخيل الخزينة العامة للمملكة التي ارتفعت في الشهور الثلاثة الأولى إلى حدود 59 مليار درهم أي أعلى 54 مليار درهم التي المسجلة في نهاية مارس 2016. في مقابل ذلك وصلت النفقات العادية للخزينة إلى 53.7 مليار درهم بارتفاع معدله 1.2 في المئة مقارنة مع مستواها في العام 2016، وابتلعت أجور الموظفين في ثلاثة أشهر ما يزيد عن 26.7 مليار درهم، فيما كلفت نفقات التجهيز والخدمات قرابة 20 مليار درهم. وبخصوص نفقات المديونية كشفت بيانات مديرية الخزينة أن الديون الداخلية للبلاد وصلت عند متم شهر مارس الماضي إلى 507 ملايين درهم بنمو معدله 3 في المئة مقارنة مع وضعه في متم دجنبر 2016. وعزت المديرية العامة للخزينة في تقريرها الشهري الصادر اليوم، هذا الارتفاع إلى اقتراض الخزينة من سوق السندات لمبلغ صاف قدره 18.8 مليار درهم، نتيجة اكتتاب بمبلغ 39 مليار درهم و تسديد 25.2 مليار درهم المستحقة بلزمة الخزينة. وكلفت فوائد الدين العمومي إلى غاية مارس الماضي أزيد من 6.6

دفع المغاربة خلال الشهور الثلاثة الأولى من 2017 ما يقارب 57 مليار درهم كضرائب لخزينة الدولة بزيادة نسبتها 8.7 في المئة مقارنة مع الحصيلة الجبائية لنفس الفترة من 2016، حسبما كشفت عنه آخر بيانات أصدرتها وزارة الاقتصاد والمالية. وعزت مديرية الخزينة العامة للمملكة، ارتفاع المحصول الضريبي للشهور الثلاثة الأولى من العام الجاري إلى نمو مداخيل الضرائب المباشرة بأزيد من 14 في المئة مسجلة 28.6 مليار درهم عوض 25 مليار درهم في نفس الفترة من العام الماضي وارتفاع منسوب الضرائب غير المباشرة بواقع 6.8 في المئة، حيث استقرت في متم شهر مارس عند حدود 20.4 مليار درهم بدل 19 مليار درهم في مارس 2016. بالمقابل تراجعت مداخيل الرسوم الجمركية في متم مارس الماضي ناقصا 14 في المئة - حيث لم تتعد ملياري درهم - من جهتها، سجلت مداخيل الضريبة على الدخل ارتفاعا بمعدل 5.3 في المئة بعدما وصلت في مارس الماضي إلى 10.4 مليار درهم بدل 9.8 مليار في مارس من 2016. كما ارتفعت بدورها مداخيل الضريبة على الشركات 19.7 في المئة والتي فاقت 17.8 مليار درهم بدل 15 مليار درهم في نفس التاريخ من العام الماضي. أما الضريبة على القيمة المضافة TVA فقد تحسنت

سعد الدين العثماني أمام مجلسي البرلمان يوم الأربعاء الأخير، بخفض المديونية العمومية إلى أقل من 60 في المئة من الناتج الداخلي الخام، وتحقيق معدل نمو اقتصادي يتراوح بين 4,5 و 5,5 في المئة، مع الحفاظ على عجز الميزانية في حدود 3 في المئة، و التحكم في نسبة التضخم تحت معدل 2 في المئة، والعمل على خفض معدل البطالة في حدود 8,5 في المئة.

6.2 مليار درهم، وابتلعت فوائد الديون الداخلية وحدها 387 مليار درهم بينما كلفت فوائد المديونية الخارجية 387 مليون درهم. وقد ارتفعت نسبة الديون التي يفوق أجلها 5 سنوات ضمن إجمالي الدين الداخلي للخزينة إلى 86 في المئة، وذلك نتيجة ما يسمى «التدبير النشط للمديونية»، والذي يقضي بتحويل الديون التي يقل أجلها عن عامين إلى ديون يفوق أجلها خمس سنوات. وقد وعدت الحكومة في برنامجها، الذي قدمه رئيسها

## < نورالدين بنسوادة

في مفارقة غريبة، تعرف جل المشاريع التي تشرف عليها الجماعات المحلية تعثرا، فضلا عن هشاشة وضعف البنية التحتية بهذه الجماعات. بالمقابل، تسجل ميزانياتها فائضا ماليا مهما، حيث أفادت الخزينة العامة للمملكة، التابعة لوزارة الاقتصاد والمالية، أن الوضعية المؤقتة لتحملات وموارد الجماعات الترابية تظهر فائضا في الميزانية قدره 3,88 مليارات درهم متم شهر مارس 2018؛ مقابل 3,06 مليارات درهم سنة قبل ذلك. وأوضحت الخزينة، التي أصدرت نشرة لإحصائيات المالية المحلية لشهر مارس 2018، أن المداخيل العادية برسم الأشهر الثلاثة الأولى من السنة الجارية سجلت ارتفاعا بنسبة 8 بالمائة لتبلغ 8,3 مليارات درهم، فيما تراجعَت النفقات العادية بنسبة 3,5 بالمائة لتصل إلى 4,1 مليارات درهم.





أفادت الخزينة العامة للمملكة، التابعة لوزارة الاقتصاد والمالية، بأن الوضعية المؤقتة لتحميلات وموارد الجماعات الترابية تظهر فائضا في الميزانية قدره 3,88 مليارات درهم متم شهر مارس 2018؛ مقابل 3,06 مليارات درهم سنة قبل ذلك. وأوضحت الخزينة، التي أصدرت نشرة لإحصائيات المالية المحلية لشهر مارس 2018، أن المداخيل العادية برسم الأشهر الثلاثة الأولى من السنة الجارية سجلت ارتفاعا بنسبة 8 بالمائة لتبلغ 8,3 مليارات درهم، فيما تراجعت النفقات العادية بنسبة 3,5 بالمائة لتصل إلى 4,1 مليارات درهم. وأشارت الخزينة إلى أن ارتفاع المداخيل العادية يرجع إلى ارتفاع المداخيل المحولة بنسبة 17,1 بالمائة وتراجع المداخيل التي تديرها الدولة لفائدة الجماعات الترابية بنسبة 40 بالمائة، والمداخيل التي تديرها الجماعات الترابية بنسبة 5,2 في المائة. وفي ما يتعلق بانخفاض النفقات العادية، فقد عزته الخزينة إلى تراجع بنسبة 1 بالمائة في نفقات الموظفين، وب 17,7 بالمائة في باقي نفقات المعدات والخدمات، وزيادة كلفة فوائد الدين ب 29 بالمائة؛ مضيفة أن نفقات استثمار الجماعات الترابية استقرت في 547 مليون درهم مع متم مارس 2018، مقابل 701 مليون درهم سنة قبل ذلك، وهو ما يمثل انخفاضا ب 22 في المائة.



محمد بوسعيد  
وزير الاقتصاد  
والمالية